

Découverte d'Arpajon à travers un parcours à la mémoire de résistants et déportés arpajonnais de la deuxième guerre mondiale

INTRODUCTION

Cette évocation a été créée par l'Atelier histoire des Ateliers 29 et le COMRA (Comité pour la Mémoire des Résistants au nazisme dans la Région Arpajonnaise). Le but est avant tout de perpétuer la mémoire de ces femmes et de ces hommes qui ont lutté contre le nazisme et se sont engagés pour que nous vivions libres.

Nous allons parcourir des lieux en rapport avec des résistants de l'Arpajonnais, dont plusieurs ont été déportés ou sont morts du fait de leur combat face à l'occupant allemand.

RAPPEL HISTORIQUE

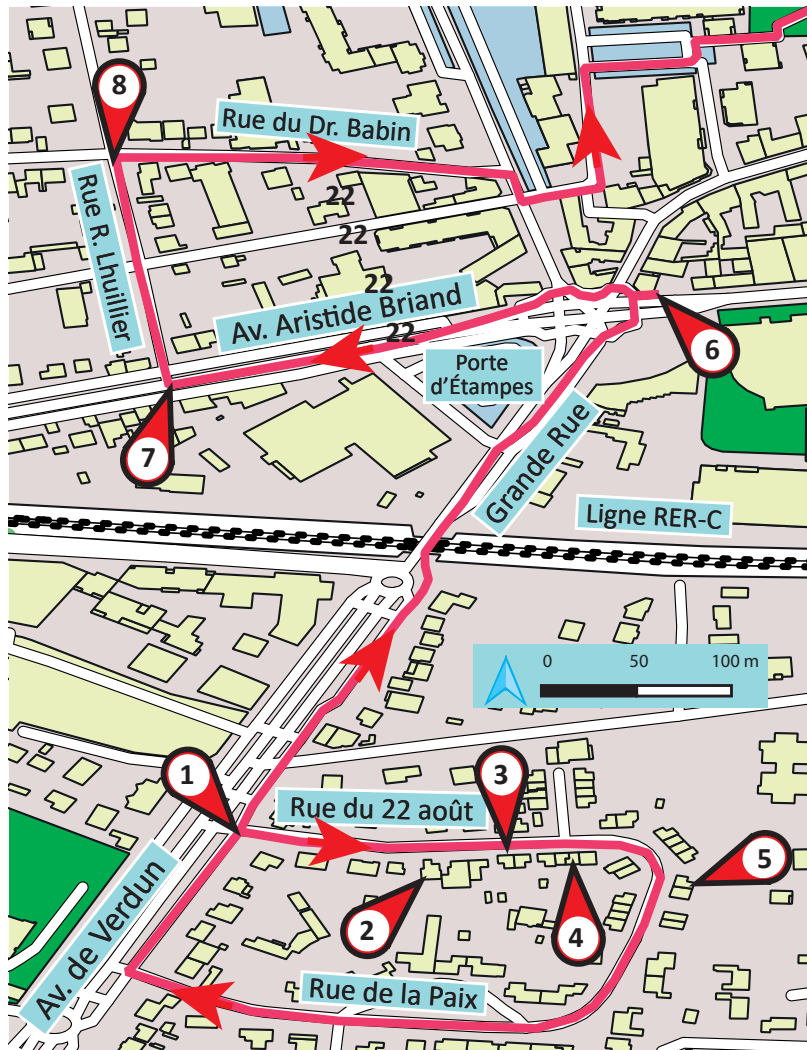
Après avoir attaqué la Belgique et les Pays-Bas le 10 mai 1940, l'armée allemande attaque la France. Les armées françaises et anglaises sont débordées et doivent battre en retraite.

L'armée allemande, après son entrée dans Paris le 14 juin 1940, parvient le 15 juin à Arpajon. Le Maire les reçoit à la Porte de Paris et leur déclare que la ville ne se défendra pas. Les officiers allemands s'installent, réquisitionnent les plus belles villas, obligent les habitants à toute une série de restrictions et organisent un pillage systématique des ressources.

A partir de l'été 1940, quelques Arpajonnais venant d'horizons politiques très différents, essaient, dans la dispersion, d'organiser une résistance. Huit d'entre eux vont perdre la vie pour la mission qu'ils s'étaient donnée.

LE PARCOURS

Longueur totale du parcours : 3,1 km
 Distance point 1-point 8 : 1,3 km
 Distance point 8-point 12 : 1,8 km
 Durée du parcours : environ 2h45



Pour terminer cette évocation du parcours de la plupart des résistants Arpajonnais qui ont lutté contre le nazisme pour que nous restions libres, vous pouvez voir sur le mur, à l'entrée de la rue de la Résistance, la plaque posée en 1947 par le conseil municipal suite à la demande de Georges Huber, en hommage à ceux connus à l'époque.

Si vous êtes en forme, vous pouvez compléter cet itinéraire mémoriel par la « Borne de la 2^e DB ». Elle commémore ses passages des 22 et 24 août 1944 à Arpajon et fait partie du parcours de cette unité prestigieuse, depuis son débarquement à Utah Beach le 1^{er} août 1944 jusqu'à Strasbourg. Continuer vers le nord dans la Grande rue, passer la Porte de Paris et monter l'avenue de la Division Leclerc. La borne est sur le trottoir de droite, avant le lycée Paul Belmondo



POINT 15 : Robert BECK
32 Grande Rue



Continuer dans la rue de la Résistance en direction de la Grande Rue. Vous trouverez, au 32 Grande Rue, la maison où Robert Louis Beck est né à Arpajon le 10 septembre 1897.

Robert Beck, adhérent au PCF depuis 1925, en est officiellement exclu en 1935 ; mais il entre alors dans un réseau communiste clandestin international dépendant du Komintern et destiné à intervenir pendant la guerre d'Espagne. Robert Beck contribue donc à aider matériellement les républicains espagnols ; il loue

par exemple des chambres pour des militants clandestins à Paris et à Marseille.

Il est mobilisé à l'automne 1939 dans un régiment de travailleurs, puis réformé en mars 1940 pour maladie, il vit à Paris sans qu'on connaisse officiellement son activité jusqu'en octobre 1941. En fait, depuis octobre 1940, sous le pseudonyme de « Raoul », il se trouve à la tête d'un réseau de renseignements et d'actions lié aux services secrets soviétiques.

Beck commence son activité terroriste contre l'occupant en 1941 tout en continuant son service de renseignements au service du Komintern. Il se procure des postes émetteurs par le truchement d'un ingénieur.

Des informations en langage codé sont alors transmises à Moscou.

Robert Beck est considéré par les occupants comme un « terroriste », un saboteur dangereux et un agent de renseignements des plus redoutables. Beck intéressait les nazis au premier chef comme espion. Après son arrestation le 2 juillet 1942, Robert Beck est jugé, condamné à mort, et exécuté au stand de tir de Balard (Paris XV^e) le 6 février 1943.

Fin du parcours

Le début du parcours
Avenue de Verdun
Entrée de la rue du 22 août 1944

Le point de départ du parcours (c.f. plan page 2, Point 1) est l'entrée de la rue du 22 août 1944, qui s'appelait à l'époque la « cité jardin ». Il s'agissait d'un lotissement social, construit en 1933 par l'OPHBM (Office Public d'Habitations Bon Marché) et constitué 32 logements jumelés ou groupés par quatre ; on les distingue au fond de la rue. Les circonstances vont faire que cinq résistantes et résistants appartenant à des réseaux différents vont y résider.

POINT 2 : Georges HUBER
14 rue du 22 août 1944



Georges Huber, employé sur les paquebots transatlantiques, a perdu son emploi suite à la guerre. Il vient alors travailler aux « Entrepôts de l'Orge » à Arpajon début 1941 et loue un pavillon au 14 Cité jardin.

Georges Roos propriétaire de ces entrepôts, crée, avec sa femme et Georges Huber, une cellule de résistance. Ils organisent tous les trois dès 1942 des passages clandestins vers la zone libre, aident les réfractaires au Service du Travail Obligatoire, et, en 1943, ils coopèrent avec la section locale d'Abel Cornaton « Résistance ».

Le groupe, affilié au mouvement de résistants CDLL « Ceux de la Libération », fournit des renseignements au 2^e bureau à Londres sur le camp de Brétigny, abrite un poste émetteur et fait agréer deux terrains de parachutage par le BOA (Bureau des Opérations Aériennes).

Ils sont repérés par la Gestapo. Georges Roos est arrêté le 6 janvier 1944, puis libéré faute de preuves. Sa femme, elle aussi emprisonnée, recouvre assez rapidement la liberté.

Georges Huber, quant à lui, est dénoncé par un agent double du BOA. Il est arrêté le 10 février 1944 par la Gestapo française sur son lieu de travail. Il est déporté depuis Compiègne le 18 juin 1944 au camp de concentration de Dachau puis d'Allach en Allemagne. Il survit et en revient très fortement affaibli en 1945.

POINT 3 : Louis NAMY
18 rue du 22 août 1944



Après la retraite de l'armée française, Louis Namy est démobilisé et de retour à Arpajon en août 1940 où il habite 18 Cité jardin.

Estimant inadmissible l'armistice de Pétain, il commence à organiser la lutte clandestine. La cellule communiste dont il fait partie comprend, entre autres, le docteur Louis Babin et le cafetier Fernand Desponts dont nous reparlerons lors de ce parcours.

Il est arrêté le 12 mai 1941 avec Fernand Desponts par la gendarmerie française au domicile de ce dernier pour distribution de tracts et matériel anti-hitlériens et est interné au centre de séjour surveillé d'Aincourt en Seine et Oise (78), aujourd'hui dans le Val d'Oise (95).

Il va ensuite passer par plusieurs camps et réussir à s'évader le 31 janvier 1944 du camp de Voves (Eure-et-Loir), caché dans un tonneau vide et aménagé pour lui permettre de respirer. Les gendarmes de garde, qui n'ont rien vu, sont assis sur le couvercle ! Louis Namy rejoint alors les maquis de Charente-Poitou.

A la Libération, il reprend au grand jour ses activités militantes et politiques au nom du P.C.F. et siège au Conseil général pour le canton d'Arpajon de 1945 à 1951 et de 1957 à 1979, ainsi que comme sénateur de 1951 à 1975.

POINT 4 : Jeanne et Marcelle GOURMELON
26 rue du 22 août 1944

La famille Gourmelon arrive à Arpajon en 1941 et habite dans un logement HLM au N°26 Cité jardin. En 1942, déjà membre des « Jeunes filles de France » liées aux « Jeunesses communistes », elle s'engage en juin, à 18 ans, dans les FTPF (Francs-Tireurs et Partisans Français).

Marcelle, en relation avec le maquis du « Camp du calvaire » à Moret-sur-Loing, prend le pseudonyme de « Paulette ». Agent de liaison et de renseignement, on l'envoie travailler dans les cuisines du camp d'aviation de Mondésir près d'Etampes. Les Allemands l'ont transformé en base de la Luftwaffe (armée de l'air

Début juillet 1944, supportant de moins en moins l'occupation des nazis et voulant échapper au travail obligatoire en Allemagne, il décide de s'engager avec son copain Marcel Durand dans le petit maquis FTP « France Héroïque ». Il veut aider les Alliés qui ont débarqué en Normandie à vaincre le 3^e Reich.

À cette époque la guerre civile entre Français atteint alors son paroxysme ; un milicien complice des nazis dénonce le petit groupe dont les membres sont arrêtés le 27 juillet à la pyramide de Juvisy. Le combat de Louis n'a duré qu'une quinzaine de jours...

Louis Namy est déporté à Buchenwald puis à Dora. Expédié de bagnes en bagnes, il meurt épuisé à Bergen-Belsen en Allemagne le 7 mars 1945.

POINT 14 : Louis MARTY
Devant le porche du 12 rue de la Résistance



Louis Marty est un ouvrier serrurier qui habite avant la guerre au 9 rue de Saint-Germain à Arpajon (Aujourd'hui rue de la Résistance). C'est un syndicaliste convaincu. Après avoir adhéré au Parti communiste, il est repéré par la police parisienne et incarcéré le 23 janvier 1943.

On le retrouve en janvier 1944 dans un camp d'internement à Rouillé dans la Vienne, mais grâce à des complices et l'aide de Louis Namy, il est transféré à l'hôpital de Poitiers d'où il s'évade en mai avec comme seul dommage de s'être foulé la cheville.

En juin 1944, le camp de Rouillé est libéré par des maquisards. Louis rejoint ces combattants dans la forêt.

Ensemble, ils vont harceler l'ennemi allemand dont les troupes remontent vers le Nord-ouest pour contrer le Débarquement des Alliés en Normandie.

Il est malheureusement capturé par les nazis avec une trentaine d'autres maquisards. Les soldats les enferment à Vaugeton (Vienne), et le 27 juin 1944 commencent les interrogatoires accompagnés de tortures.

Ils finiront tous massacrés. La dépouille de Louis Marty est inhumée à la nécropole nationale de Sainte-Anne-d'Auray dans le Morbihan.

POINT 13 : Georges VÉDIE
À l'entrée du parking
Rue Édouard Robert



Traverser le parc en direction du parking en contre-bas et rejoindre le point 13, rue Édouard Robert.

En 1931, l'ouvrier chauffagiste Georges Védie habite avec sa femme rue Édouard Robert. Georges Védie fait partie d'un groupe de patriotes dont le responsable, Louis Namy, diffuse le matériel de propagande.

En mai 1941, le groupe sabote des lignes téléphoniques entre Arpajon et Etampes, au niveau de Boissy-sous-Saint-Yon. En mai 1942 Georges Védie s'engage comme combattant. Il suit le mot d'ordres du FN :

« A chacun son Boche ! »

Il devient commissaire aux opérations avec le grade de lieutenant, et participe à de nombreuses actions contre l'ennemi : sabotages divers et attaques de convois allemands.

On ne connaît pas les circonstances de l'arrestation de Georges Védie à Malakoff le 19 octobre 1942. Il est interné le 10 novembre à Fresnes, transféré au fort de Romainville le 8 janvier 1943, puis au camp de Compiègne le 15 janvier.

Georges Védie part dans le convoi du 24 janvier 1943, dont Marcelle Gourmelon fait partie. Il est interné au camp de concentration d'Oranienbourg-Sachsenhausen. Victime de la politique nazie de « mort par le travail », il décède courant août 1944.

POINT 14 : Louis JAHIER
Devant le porche du 12 rue de la Résistance

Se diriger vers la Grande Rue, la traverser au niveau du passage qui mène à la Place de Châtres, prendre la passage Louis Namy puis la rue de la Résistance.

Ce jeune homme de 18 ans dont nous n'avons pas la photo, orphelin de père, fait des petits travaux pour nourrir sa jeune sœur et sa mère au chômage. Ils habitent au N° 9 de la rue de la Résistance.



Jeanne et Marcelle Gourmelon



Leur HLM rue du 22 août 1944

allemande) : « Paulette » a pour mission d'y faire sauter les bombardiers au sol.

Le 4 août 1942, un collaborateur nazi est exécuté à Ollainville par un membre du groupe du « Calvaire ». La chasse est lancée et le maquis est démantelé.

Marcelle est capturée avec un autre résistant le 27 août 1942. Après les interrogatoires, elle est internée au fort de Romainville.

Sa mère, Jeanne, arrêtée le 31 août 1942, est incarcérée dans même camp que sa fille. Faute de preuves, elle sera libérée du camp de Romainville en juillet 1943.

Entre temps, Marcelle est déportée à Auschwitz par le convoi du 24 janvier 1943. Elle y meurt des mauvais traitements et du typhus en juillet 1943, à l'âge de 19 ans.

POINT 5 : André DAMONAY
51 rue du 22 août 1944



André Damonay est sculpteur sur ivoire et habite au numéro 51 Cité jardin. Fin 1942, il participe, avec Abel Cornaton, à la création d'une section locale du groupe « Résistance » à Arpajon, avec Charles Couplet et Roger Lhuillier.

André Damonay reçoit les messages, devient le spécialiste des faux papiers à l'aide de cachets qu'il fabrique à son domicile.

Il dissimule également des armes et de l'outillage dans le grenier de sa maison.

Il fait partie de l'équipe de résistants qui, le 22 août 1944, prennent la place du conseil municipal dont les membres avaient été nommés par Vichy.

Il a obtenu la médaille de la Reconnaissance française pour ses actes de résistance ainsi que la médaille commémorative de la guerre 1939-45 avec la barrette « Libération ».

En poursuivant dans la rue du 22 août vous emprunterez la rue de la Paix jusqu'à une petite place arborée entourée de pavillons construits par l'OPBHM en 1954. En arrivant sur l'avenue de Verdun, prendre, à droite, la direction de la Porte d'Étampes pour rejoindre, à l'angle de la Grande Rue et du boulevard Abel Cornaton, le point 6.

POINT 6 : Abel CORNATON
Boulevard A. Cornaton
À l'angle de la Grande Rue



À cet endroit une plaque commémorative a été posée le 6 octobre 2024. Abel Cornaton est titulaire d'une capacité en droit, il exerce en qualité de principal clerc de notaire. L'adjudant de réserve Abel Cornaton est fait prisonnier en juin 1940 au col du Donon avec le 43^e Corps d'armée.

Prisonnier de guerre au stalag XII F de Sarrebourg et chef responsable du bâtiment 5B, Abel Cornaton a le droit de sortir. Il en profite pour fabriquer de faux papiers à l'aide de cachets gravés dans des pommes de terre et parvient à faire évader dix-neuf camarades.

Après deux tentatives infructueuses, Abel Cornaton réussit à s'évader en novembre 1940. Muni de faux papiers de libération, il prend un train qui rapatrie des blessés, achète un brassard de la Croix rouge à un infirmier, aide les équipes soignantes, bénéficie de l'absence de contrôles et parvient sans encombre à Paris. Il reprend son travail de clerc de notaire à Arpajon, devient délégué principal du Centre d'entraide des prisonniers de guerre, un organisme qui cherche à aider par différents moyens les familles des prisonniers dans le besoin et qui envoie des colis aux camarades restés en Allemagne.

Sous le pseudonyme de « Jean Pelus », Abel Cornaton travaille aussi comme agent de liaison avec le réseau « Défense de la France » et participe à la répartition et à la distribution de tracts de plusieurs autres mouvements.

Au printemps 1944, pour respecter l'ordre du COMAC (Comité d'action Militaire de la Résistance) : « Attaquez l'envahisseur là où vous le trouvez ! », Abel Cornaton décide de créer une section FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) à Arpajon avec ses compagnons Charles Couplet, André Damonay et Roger Lhuillier.

Organisés en plusieurs groupes, les FFI vont effectuer des reconnaissances sur l'axe de progression des armées alliées, pour les guider et faciliter leur avancée.

Le 22 août, à 10 heures, les premiers fantassins américains et les FFI font une entrée prudente dans Arpajon par la route d'Ollainville.

Le conseil municipal nommé par Vichy est mis en demeure de partir et de laisser la place aux organismes de la Résistance. Le 4 septembre, la commission municipale de neuf membres élit Abel Cornaton maire d'Arpajon. Il sera continuellement réélu jusqu'en 1983.

Il part à Metz dans le cadre du STO (Service du Travail Obligatoire) où il devient ouvrier plâtrier pendant six mois.

Mais en juin 1944, revenu à Arpajon, les « Alliés » débarquent en Normandie et Marcel veut les aider à vaincre le 3^e Reich. Avec son copain Louis Jahier, il s'engage début juillet dans un petit maquis « France Héroïque » du sud de Paris. Il participe à des actes de sabotage, attaque la Flack (DCA) de Morangis, ainsi que des soldats allemands.

Dénoncé par un milicien complice des nazis, il est arrêté le 21 juillet avec son groupe à la pyramide de Juvisy. Son combat n'a duré qu'une quinzaine de jours.

Déporté à Dora, il repart de suite pour Ellrich Hütte.

Expédié de bagne en bagne, il meurt épuisé à Bergen-Belsen à l'issue d'une « Marche de la mort » le 8 mars 1945.

POINT 12 : Henri CHAS
Parc de Freising
Villa « La Source »



Rejoindre la Grande Rue, puis la Mairie et la villa « La Source » dans le parc de Freising, derrière la Mairie. C'est dans cette villa que Henri Chas, ancien combattant de la « Grande guerre », descendant d'une longue lignée de patriotes, passe ses vacances chez sa mère à Arpajon.

Il s'engage très tôt dans la résistance. En 1941, les services secrets britanniques le recrutent dans un de leurs réseaux de renseignements, avec le grade de capitaine.

Il adhère au mouvement « Combat » en 1942 et prend rapidement le commandement de l'Armée Secrète des M.U.R. (Mouvements Unis de Résistance) du Puy en Velay (Haute Loire), où il parvient à structurer les maquis en cours de formation. Recherché par la Gestapo, il se cache dans la Creuse où il est nommé en mai 1944 chef des « Corps francs de la Libération » pour la région.

Dénoncé, il est incarcéré à Clermont-Ferrand et déporté en Allemagne. Henri Chas meurt en avril 1945 pendant une « marche de la mort » lors de son transfert au camp de Bergen-Belsen.

Il est fait Chevalier de la Légion d'honneur, Compagnon de la Libération, reçoit la Croix de Guerre avec deux étoiles et la Médaille militaire ; à titre posthume il est nommé Lieutenant-colonel.

POINT 10 : Jean-Paul GENTZBERGER
10 rue Guinchard

Aller en direction de la place du Marché et tourner à gauche jusqu'à l'entrée de la rue Guinchard. Jean-Paul Gentzberger fait partie de ces combattants dont nous n'avons pas pu trouver de photo et dont le parcours de Résistance n'a pu être reconstitué que partiellement.

Il est né à Paris en 1921 d'ascendance juive. Il habite quelque temps à Arpajon, où sa fiancée travaille dans le café tabac appelé La Civette, au 10, rue Guinchard. Engagé volontaire en 1942 dans les F.T.P.F. (Francs-Tireurs et Partisans Français), qui feront partie intégrante des F.F.I. (Forces Françaises de l'Intérieur) en 1944, il est membre du groupe Corentin et du réseau Ivry-Vitry, spécialisé dans les sabotages.

Jean-Paul est agent de liaison et se livre aussi à du trafic d'armes au bénéfice de la Résistance. À la suite de plusieurs arrestations de membres de son groupe, il veut rejoindre la Grande-Bretagne. Dénoncé comme faisant partie de la résistance par la personne qui prétend pouvoir le faire passer en Espagne, Jean-Paul Gentzberger est arrêté par la Gestapo à Bordeaux le 17 décembre 1943.

Il est d'abord interné au fort du Hâ à Mérignac près de Bordeaux jusqu'à la fin décembre 1943. Il séjourne ensuite à la prison de Fresnes jusqu'au mois de juin 1944. Jugé, Jean-Paul Gentzberger est condamné à la déportation, d'abord à Auschwitz, via Compiègne, puis Mauthausen, avant d'être envoyé dans un camp annexe, situé à une centaine de kilomètres, à Ebensee en Autriche.

Il y meurt, victime, comme beaucoup, des mauvais traitements qui lui sont infligés. Son calvaire durera de janvier 1945 au 19 mars 1945, date de son décès.

POINT 11 : Marcel DURAND
À proximité du 13 rue Dauvilliers



Revenir sur la place du Marché en direction de la rue Victor Hugo, prendre à gauche la rue Lemaire puis tourner à gauche dans la rue Dauvilliers. À proximité du conservatoire de musique (Point 11) se trouve l'appartement de Marcel Durand et de sa mère.

Orphelin de père, Marcel doit trouver du travail pour nourrir sa mère.

POINT 7 : Roger LHUILLIER
Rue Roger Lhuillier
À l'angle avec l'avenue A. Briand



Prendre l'avenue A. Briand et sur votre droite vous trouverez l'entrée de la rue Roger Lhuillier.

Roger est le sous-directeur de l'usine André, avenue Jean Jaurès, entreprise qui emploie plusieurs centaines de personnes. Sa maison est au N° 7.

Comme nous l'avons déjà mentionné, il participe avec Abel Cornaton à la création d'une cellule affiliée au mouvement « Résistance » sous le pseudonyme de « Émile Moural », où, grâce à sa fonction, il apporte des informations importantes sur les forces d'occupation.

Il rejoint les FFI début août 1944 et devient l'un des chefs de groupe. Après plusieurs nuits cachés dans les forêts, c'est son unité qui, le 22 août, entre la première en contact avec les Américains et les guide vers Arpajon.

Le 24 août, la 2^e DB du général Leclerc entre dans Arpajon. Abel Cornaton et le groupe Lhuillier les accompagnent pour participer à la libération de Paris.

POINT 8 : Louis BABIN
Rue du Docteur Babin
À l'angle de la rue R. Lhuillier



Au bout de la rue R. Lhuillier vous trouverez à l'angle de la rue qui porte son nom, la maison de Louis Babin. Médecin d'avant-garde, surnommé le « Médecin des pauvres », il ne fait pas payer les familles modestes.

C'est en 1940 qu'il commence à résister avec ses amis Louis Namy et Fernand Desponts en distribuant des tracts imprimés clandestinement.

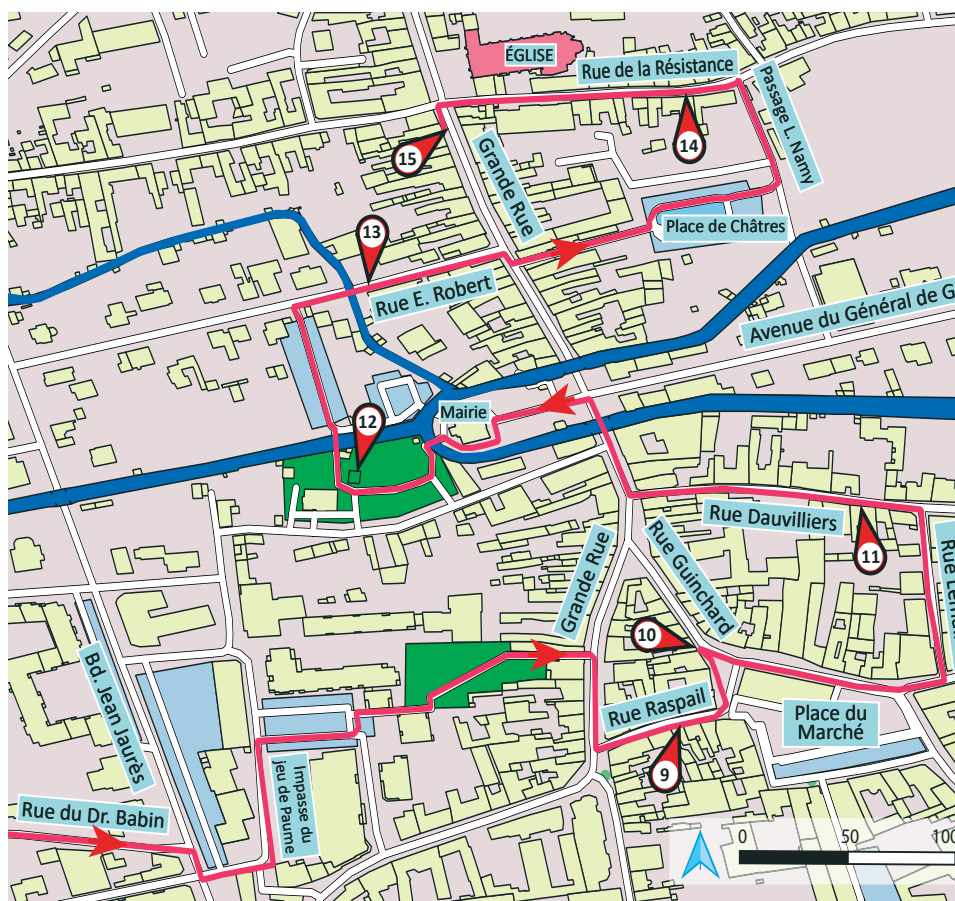
Dénoncé comme communiste, il est arrêté par la police française le 28 février 1941, devant ses patients dans son cabinet médical.

Il est interné au camp d'Aincourt (Yvelines), puis de Choisel à Châteaubriant (Loire Atlantique).

A la suite d'attentats contre les forces d'occupation, il est désigné comme otage et fusillé le 15 décembre 1941 à 10 km du camp, près de l'étang de la Blisière, avec huit autres camarades.

Voici un extrait de sa dernière lettre : « *Mon dernier vœu est un vœu d'union, d'amour, pour mon malheureux pays au sein d'une Europe pacifiée, dans un monde nouveau.* »

Suite du Parcours



POINT 9 : Fernand DESPONTS

5 rue Raspail



Prendre la rue Du Docteur Babin (cf. plan ci-dessus) en direction du Boulevard Jean Jaurès, puis se diriger vers la Grande Rue en traversant le parc du 100 Grande Rue et rejoindre la rue Raspail.

Au 5 de cette rue, Fernand Desponts tient un café-restaurant depuis les années 30 et milite au Parti communiste français.

C'est donc très tôt qu'il participe à la plupart des luttes politiques de l'entre-deux-guerres. Son café devient un lieu de

rendez-vous des militants, mais surveillé par la police !

C'est à cette époque que Fernand Desponts rencontre des personnalités qui deviendront des amis intimes : le docteur Louis Babin, Louis Dupissot et Louis Namy, qui partagent ses convictions et son militantisme.

La guerre survient sans menaces personnelles pour lui, mais à la suite d'un arrêté du 12 mai 1941 du préfet de Seine-et-Oise, Fernand Desponts est interpellé avec Louis Namy par la gendarmerie française et « astreint à résidence » au Centre de séjour surveillé d'Aincourt, dans le Vexin. C'est le premier camp d'internement à ouvrir en zone Nord, dans la France occupée, le 5 août 1940, avec des conditions de détentions plus dures que celles des prisons.

Fernand Desponts ne restera interné que quelques mois ; en effet atteint d'une grave infection à la gorge pendant son service militaire en Tunisie, il a subi une opération et porte une canule pour respirer. Dans les cellules non chauffées du camp d'Aincourt, sa santé se détériore fortement. Grâce à l'intervention d'un médecin qui fait valoir l'aggravation de son état, il est libéré.

Il rentre à Arpajon et rejoint alors dans la clandestinité le Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France.

Fernand Desponts devient agent de liaison. Des réunions clandestines se tiennent dans l'arrière-salle du café. Bien que l'établissement soit surveillé en quasi permanence par la police, Fernand réussit à échapper aux arrestations.

A la Libération d'Arpajon, Fernand Desponts s'interpose, comme résistant, pour empêcher que des femmes qui avaient fréquenté des Allemands soient tondues ou jetées dans l'Orge.

Il se voit attribuer la carte « d'Interné politique », mais jamais celle de résistant sous prétexte que son activité clandestine n'aurait été motivée que par des convictions politiques.